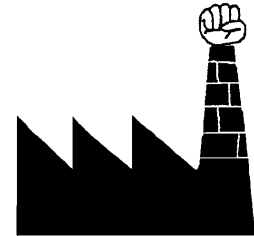


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Alerte rouge

L'année 2005 s'inscrit sans doute dans la déjà longue liste de celles qui confirment la tendance au réchauffement climatique. Cyclones, sécheresses, fonte des glaciers, sont autant d'indices de la gravité de la situation.

Ce qui frappe cependant plus encore que la multiplication de ces indices de l'effet de serre, qui sautent pourtant littéralement aux yeux, c'est une forme d'aveuglement politique à leur égard. Ni les pouvoirs publics, ni les responsables à tout niveau, ni le gros de la population ne prend encore ni ne veut prendre la mesure des processus en cours et des transformations qu'ils devraient impliquer.

On pourrait multiplier les exemples montrant que décideurs et idéologues restent fondamentalement soumis et résignés. Le gouvernement privatise les sociétés autoroutières quand les profits qu'elles génèrent pourraient servir au financement d'infrastructures de substitutions. On entend des économistes se réjouir de la hausse du pétrole parce que... cela permettra de mettre en exploitation de nouveaux gisements rendus rentables. Quelques journalistes (du Monde Diplo) semblent vouloir résister et soulignent avec force "L'urgence écologique" pour demander "l'arrêt de la course à l'autodestruction de la Terre". Mais c'est pour mieux vendre l'agenda 2006 du mensuel qui est consacré à ce thème ! Dans certains journaux locaux (DNA) le ton est encore plus alarmiste et l'embrouille plus énorme : la catastrophe écologique annoncée se confond avec celle des retraites qu'on ne pourra plus payer !!!

Et quand on voit les prédictions mystico-apocalyptiques et essentiellement culpabilisantes de la plupart des groupes écologiques qui s'interdisent de désigner les vraies causes et les vrais coupables de la situation; ou quand on voit les tergiversations électoralo-libérales des Verts, on se dit que, décidément, l'écologie est un sujet trop sérieux pour être laissée aux seuls écologistes.

Concédons que l'aveuglement est compréhensible de la part de tous ceux dont l'horizon s'arrête au capitalisme, tenu par eux pour indépassable; voire seulement à l'horizon de telle fraction du capital (le capital agricole et agroalimentaire, le capital pétrolier, le capital des industries de transport, etc.). Mais que penser de ceux qui prétendent situer leur horizon au-delà du capitalisme et qui, pourtant, ne placent pas les problèmes écologiques au rang de priorités politiques et théoriques ?



Il est plus que temps pour tous ceux qui veulent réellement dépasser le capitalisme de comprendre que la crise écologique dans laquelle nous a engagé ce dernier - et que sa dynamique insensée de reproduction ne peut qu'aggraver - n'est pas un problème politique secondaire, qu'elle constitue au contraire à la fois une urgence vitale et un levier de transformation; et que, faute de s'en saisir, le mouvement révolutionnaire non seulement se situera en deçà de ses tâches mais se rendra, involontairement, complice de ce qui risque bien d'aboutir à une régression historique de grande ampleur des conditions générales de vie de l'humanité dans son ensemble.

La novlangue du néo-libéralisme (3)

Sous la rubrique « La novlangue du néo-libéralisme », ACC se propose de passer régulièrement au filtre de la critique les mots clefs de cette langue qui enseigne la soumission volontaire au monde actuel, en le faisant passer pour le meilleur des mondes ou, du moins, le seul monde possible. En espérant ainsi permettre à tous ceux qui subissent ce monde et éprouver comme une prison de se (ré)approprier un langage adéquat à leurs propres intérêts et au combat pour s'en libérer.

La «refondation sociale»

Le projet de «*refondation sociale*», sur lequel le patronat fait campagne depuis maintenant plusieurs années et qui lui a déjà permis de marquer quelques points contre les salariés, se présente, jusque dans sa terminologie, comme un projet de modernisation des rapports sociaux, et tout particulièrement des rapports de production, qui structurent la société française. Symptomatiquement d'ailleurs, en même temps qu'elle lançait cette campagne, la centrale patronale changeait de nom, le Cnrf se mutant en Medef, Mouvement des entreprises de France, qu'on déclinerait d'ailleurs bien plus justement en «Mouvement des exploités de France».

Car, sous son habit neuf, pour la confection et la promotion duquel les patrons n'ont pas hésité à s'assurer le concours d'un ancien maoïste passé par l'école foucauldienne (François Ewald), on retrouve les principales doctrines et les pratiques par lesquelles, depuis deux siècles et demi maintenant, la bourgeoisie a cherché à justifier les rapports d'exploitation et de domination qui assurent son existence en tant que classe sociale. Tant il est vrai qu'elle reste elle-même prisonnière de ces rapports et des représentations qu'ils induisent.

1. Le discours de la «refondation sociale» s'alimente ainsi, en premier lieu, à la téralogie libérale de base: *individualité* – *propriété* – *liberté* – *égalité*. Pour le libéralisme, aujourd'hui comme hier, l'homme n'existe en effet que sous la figure de *l'individu*, qui plus est conçu dans une perspective strictement individualiste, c'est-à-dire essentiellement comme une personne privée, séparée des autres et même opposée à eux, qui n'a donc de compte à rendre qu'à lui-même et ne peut ni ne doit en retour compter que sur lui-même; en un mot: un être auto-centré et auto-référencé. Foin donc de toutes les solidarités, hormis celles somme toutes limitées du réseau familial (j'y reviendrais dans un moment).

Cet individu, livré à lui-même, n'a d'existence et de dignité que pour autant qu'il est *un propriétaire*. Propriétaire tout d'abord de sa propre personne, de ses facultés physiques, morales, intellectuelles, dont il doit disposer le plus librement possible. Propriétaire par conséquent aussi des fruits de son activité individuelle, de leur accumulation dans le

temps, fruits dont il peut faire bénéficier les siens, de même qu'il peut et doit pouvoir bénéficier des fruits accumulés de l'activité antérieure des siens. *L'unique et sa propriété*: telle est, en caricaturant la formule de Max Stirner, l'horizon indépassable de l'individualisme entrepreneurial et patrimonial qui gît au fond de la pensée libérale.

Quant à *la liberté* dont doit pouvoir jouir cet individu, c'est essentiellement celle d'échanger son bien contre celui d'autrui, d'acquérir dans l'aliénation (marchande) et d'aliéner son acquisition, pour reprendre la formule de Marx. Dans cette perspective, l'individu n'est jamais aussi libre que lorsqu'il se livre au trafic marchand, en cherchant à y satisfaire ses intérêts personnels.

Dès lors, *l'égalité* revendiquée par la pensée libérale se réduit à celle des conditions de l'échange et dans l'échange: tous les individus doivent pouvoir librement et également accéder au marché, pouvoir y apporter leur bien à égalité d'obligations et d'opportunités. Qui son capital, qui son travail ou le produit de son travail, qui sa simple force de travail, peu importe, dès lors qu'il a quelque chose à vendre, il pourra aussi acheter. Il s'agit donc de la simple égalité juridique qui résulte du contrat régissant l'acte d'échange marchand, comme plus largement de l'égalité de tous face aux conditions générale de l'échange.

Cette égalité formelle peut d'ailleurs parfaitement s'accommoder d'*inégalités réelles*, d'inégalités de situations socio-économiques, de revenu et de fortune, de pouvoir et de prestige, dès lors que celles-ci ne résultent pas d'un privilège de droit. La contradiction entre les deux (entre égalité formelle et inégalités réelles), qui n'en est d'ailleurs pas une pour le libéralisme, peut s'atténuer en mettant en jeu la notion d'*égalité des chances*: la loi doit donner à chacun la même possibilité de faire valoir ses talents (ses aptitudes, ses capacités), de sorte que les inégalités sociales ne soient que la conséquence des différences de talents (intelligence, volonté, ténacité, etc.).

2. *Chacun pour soi et le marché pour tous*, tel est en définitive le fin mot de la pensée libérale. Les tenants de l'ordre existant se sont cependant très rapidement aperçus que le *deus ex machina* qu'est censé être le marché est une divinité cruelle; et que sa main réputée invisible est une main de fer qui broie impitoyablement tous ceux qui n'ont rien à vendre, fût-ce seulement leur force de travail; ou qui ne parviennent pas à la vendre, temporairement, durablement ou définitivement: enfants, malades, infirmes, vieillards, etc. Le parti du capital, spontanément libéral, se fait alors volontiers *paternaliste*, en contrevenant en partie à ses propres principes.

Sans doute, n'en somme nous plus au temps des dames patronnesses; et les braves patrons ne donnent plus guère dans ce patronage qui, dès la seconde moitié du XIX^e siècle et quelquefois jusqu'à tard dans le XX^e siècle, nous a offert des exemples d'une volonté anachronique de conformer le rapport entre capital et travail à celui entre père et enfants, maître et serviteur, seigneur et serf. Mais *le projet de fonds d'épargne salariale*, outre qu'il assure aux capitalistes une source gratuite de financement de leurs investissements, n'en est pas moins une manière d'aliéner les salariés à «leurs» entreprises et à «leurs» dirigeants, de les rendre solidaires de ceux qui les exploitent et les dominent, en leur faisant intérioriser l'idée que leur sort est, pour le meilleur comme pour le pire, indissolublement lié aux résultats industriels, commerciaux et financiers de la firme qui les emploient.



En cherchant à transformer chaque salarié en actionnaire de sa propre entre-

prise par le biais de ces fonds d'entreprise, la «*refondation sociale*» s'inspire non seulement des principes libéraux (chacun n'étant digne qu'en tant que propriétaire); mais encore de ces pratiques paternalistes qui cherchent à «*moraliser les travailleurs*»: hier par le biais de l'accession à la propriété de son logement ainsi qu'à d'autres services économiques et sociaux (économat, école, jardin d'enfants, hôpital, asile); aujourd'hui par la constitution d'un petit portefeuille d'actions censé assurer leurs revenus pendant leurs vieux jours. Dans les deux cas, c'est les enfermer dans les rets de l'entreprise-providence.

L'entreprise n'est d'ailleurs pas la seule institution à bénéficier ainsi du transfert de providentialité que la «*refondation sociale*» projette d'organiser au détriment de l'Etat. Là encore, en parfaite continuité avec le paternalisme d'antan, la famille se trouve, elle aussi, (re)mobilisée et (re)valorisée. Le familialisme a toujours été et restera une dimension constitutive du paternalisme. Car le démantèlement des systèmes publics de protection sociale, l'affaiblissement par conséquent des solidarités impersonnelles organisées par l'Etat entre individus à l'intérieur d'une même catégorie sociale, comme entre catégories sociales et entre générations, ne peut aboutir qu'à renforcer la nécessité et l'importance des solidarités personnelles, essentiellement sur une base familiale. D'ores et déjà les difficultés, qui sont allées grandissantes au cours des deux dernières décennies, d'insertion des jeunes sur le marché du travail, la transition de plus en plus problématique d'une partie d'entre eux du système de formation initiale à un premier emploi stable, n'ont pu être palliées que par une mobilisation accrue des familles, sur le plan monétaire comme sur le plan relationnel. De même, si le chômage de masse et le développement de la précarité n'ont pas fait plus de ravage encore, c'est parce que le filet de protection tendu par le réseau familial (là où il existe) est parvenu à combler les trous de celui offert par un Etat-providence en peau de chagrin. Qu'en serait-il demain si les projets de démantèlement de l'assurance vieillesse et de l'assurance maladie concoctés par le Medef trouvaient à se réaliser ? Chacun ne pourrait plus compter, pour faire face aux nécessités et aléas de l'existence, outre ses moyens personnels souvent insuffisants, que sur ce qu'il pourrait s'assurer de solidarité familiale. Et c'est le moment de rappeler combien cette dernière expression sert souvent d'euphémisme masquant un appel redoublé à la disponibilité féminine, les femmes étant les chevilles ouvrières de la providence familiale.

3. Mais les projets de «*refondation sociale*» comprennent une face plus inquiétante encore, pourtant parfaitement articulée tant avec son culte des vertus de l'individualisme entrepreneurial et patri-

monial qu'avec ses rémanences de paternalisme. Il s'agit de son discours *insécuritaire*, qui mêle étrangement l'exaltation de l'insécurité, érigée au rang de vertu et valeur majeures; et sa condamnation, dès lors qu'elle prend la forme d'une atteinte à la propriété des biens et à la liberté des personnes.

Chevalier des temps modernes, l'entrepreneur capitaliste s'enivre volontiers de sa geste conquérante. Il se présente comme cet homme qui n'hésite pas à prendre des risques, à se lancer dans l'aventure de la «*libre entreprise*», à affronter la haute mer du marché, là où d'autres, frileux et peureux, préfèrent vivre quîètement au port, à l'abri de la protection de l'Etat ou de toute autre forme de régulation collective volontaire. Telle serait la supériorité du premier sur les seconds, supériorité qui justifierait par avance et son pouvoir et ses gains. Et le Medef de fustiger toutes les structures de protection qui permettent à trop de monde de vivre sans risque des «*rentes*» de l'Etat-providence. Soumettre les hommes, le maximum d'hommes, au risque du marché, tel est un des autres leitmotiv du discours de la «*refondation sociale*».

Mais que le risque se présente sous la forme de l'agression contre les personnes ou contre les biens, et le même discours le considérera comme inacceptable. Ce qui est alors proposé par les tenants de ce discours, c'est ni plus ni moins que de retirer les auteurs de pareils actes ... de la circulation, de les mettre hors jeu du marché. Autrement dit, comme Loïc Wacquant a eu l'occasion de montrer sur l'exemple des USA¹, ce pays du libéralisme réellement existant, qui sert de modèle aux promoteurs de la «*refondation sociale*», le démantèlement de l'Etat social ne peut qu'aller de pair avec le développement de l'Etat pénal: là où la cotisation sociale et la prestation sociale sont renvoyées aux poubelles de l'Histoire, c'est la matraque et la chaise électrique (ou la guillotine) que l'ont (re)met en service. L'exaltation de l'insécurité comme vertu du marché se retourne ainsi nécessairement en phobie insécuritaire, dès lors que l'insécurité marchande suscite la révolte contre le marché lui-même. L'une n'est pourtant que le verso de l'autre: car ce sont précisément les victimes de l'insécurité réputée vertueuse du marché qui se font ordinairement les auteurs de l'insécurité délictuelle et criminelle.

La liberté pour les gagnants, la prison pour les perdants ! Telle est en définitive la devise inavouée parce qu'inavouable de tout le discours de la «*refondation sociale*», dont la force tient moins à sa cohérence formelle qu'à la puissance industrielle et financière de ses ténors qui, en matière d'opinions comme en tout autre, en possèdent ou en contrôlent les

moyens sociaux de production. Devise en laquelle éclate leur cynisme foncier.

Cynisme de l'exaltation de l'individualité, alors que les politiques néo-libérales empêchent le plus grand nombre de construire ou d'épanouir leur individualité. Cynisme de l'exaltation de la propriété, alors que le capitalisme repose sur l'expropriation généralisée des conditions tant matérielles qu'intellectuelles de la production. Cynisme de l'exaltation de la liberté individuelle pour enrober des mesures qui ne visent qu'à renforcer davantage encore l'exploitation et la domination capitaliste. Cynisme de l'exaltation de l'égalité formelle alors que, sous l'effet des politiques néo-libérales, les inégalités se sont (re)mises à croître sur tous les plans. Cynisme du projet des fonds de pension qui, sous couvert de pseudo problèmes démographiques, ne vise qu'à ouvrir de nouveaux champs à la valorisation du capital financier. Cynisme de l'exaltation des risques soi-disant assumés par les capitalistes, alors que ce sont quotidiennement les travailleurs licenciés et les populations prises en otage par des installations industrielles polluantes et menaçantes qui les encourent réellement tous les jours. Cynisme de la dénonciation de l'assuré social comme «*rentier*» à une époque où la finance met le monde entier en coupe réglée pour assurer leurs rentes aux actionnaires.



Mais ce cynisme n'étonnera en définitive que ceux qui ignorent que la domination s'accompagne toujours du mépris des dominés par les dominants. Les autres, avertis à ce sujet, se trouveront au contraire confortés dans leur intime conviction de la nécessité d'une «*refondation sociale*» d'un tout autre ordre et d'une toute autre nature. Celle qui, en abolissant conjointement et le capital et le travail salarié, serait précisément destiné à supprimer, avec la domination de l'homme par l'homme, le cynisme qui en fournit le discours d'accompagnement et de légitimation.

Alain Bihr

¹ Loïc Wacquant, *Les prisons de la misère, Raison d'agir*, 1999.

Le texte que nous publions ci-dessous traite un thème que nous avons déjà abordé à plusieurs reprises dans nos colonnes ces dernières années. Il a aussi donné lieu à des débats d'une très grande vivacité (pour ne pas dire plus) au sein même de l'équipe d'ACC. Nul doute que le ton et le fond de l'analyse de Jean-Pierre Garnier vont les relancer. Chez nos lectrices et lecteurs aussi, probablement. Tant mieux : installer la paix dans les esprits et faire croire que l'avenir sera forcément révolutionnaire et radieux n'ont jamais figuré dans les objectifs d'ACC !

Ce texte est paru dans le n°2 de la revue *"la Question sociale"* dont nous avons déjà eu l'occasion de dire du bien (voir ACC n°166 - juillet 2005 et n°162 - février 2005). Elle comprend près de 200 pages d'analyses pertinentes et percutantes, avec notamment un dossier consacré au syndicalisme institutionnel en France, en Espagne et en Italie. Pour se procurer ce n° de *"la Question sociale"* passer commande à : Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 PARIS, en joignant un chèque de 7 euros à l'ordre de G. Carroza (abonnement 3 numéros : 20 euros). Contact possible par courriel : laquestion sociale@hotmail.com

Fauteurs de troubles et facteurs de troubles

Par Jean-Pierre Garnier

Trois ans après une campagne présidentielle dominée par le thème de l'insécurité. Jean-Pierre Garnier s'attache à mettre en évidence les limites des critiques de «gauche» de l'idéologie sécuritaire, incapables de voir que le problème n'est pas dans les comportement dits «délinquants», mais dans le type de société dans lequel ils s'inscrivent. Et s'il insiste sur la nécessité de remonter des fauteurs de trouble aux facteurs des troubles, il met aussi en lumière la véritable nature du comportement des jeunes délinquants qui ne traduit pas, selon lui, un refus instinctif des valeurs du système dominant, mais, tout au contraire, une profonde acceptation de ce qu'elles ont de pire.

Le procès contre le sécuritarisme n'est plus à faire. Bien que minoritaires aux yeux de «l'opinion», les procureurs se pressent depuis le vote de la loi LSQ, passée en force à la faveur du vent de panique provoqué par les déflagrations du 11 septembre, à laquelle a fait suite, dans la foulée, la loi LSI. Chercheurs en sciences sociales, magistrats, avocats, sans compter les travailleurs sociaux et les militants politiques ou associatifs, c'est à qui dénoncera avec le plus de virulence ces textes «liberticides». Moins nombreux que par le passé, des intellectuels que leur fréquentation plus ou moins assidue des allées du pouvoir n'a pas définitivement acquis aux vues de ce dernier ont joint leurs voix à cette réprobation, et quelques journalistes, encore soucieux de sauver l'honneur de leur profession, s'en sont fait l'écho. Mis à part un noyau dur «d'experts» partisans d'une pénalisation plus dure encore, tels l'affairiste franc-maçon Alain Bauer ou le sociologue médaillé du CNRS Sébastien Roché, l'unanimité règne dans les rangs de ceux que l'on pourra qualifier, au choix, pour les distinguer des précédents, «d'humanistes» ou de «progressistes». Tous s'élèvent, contre ce qui, après avoir été tour à tour une «tentation» puis une «dérive» et enfin une «surenchère», est devenu «frénésie» voire «hystérie» sécuritaire.

Cette mobilisation des esprits ne va évidemment pas sans confusion dans les interprétations ni contradiction dans les propositions. Cependant, par-delà leur diversité, presque toutes reposent sur un même postulat, généralement implicite quand il n'est pas inconscient: celui du caractère indépassable du système capitaliste. Pétri de bon sens et

de bons sentiments, le reproche commun adressé à la furia répressive qui a saisi les gouvernants tient en six mots: «On va droit dans le mur». Le mur des prisons surpeuplées, d'abord, «écoles du crime» d'où, de toute façon, les délinquants sortent plus endurcis et qui, malgré les «programmes immobiliers» annoncés, risquent d'«exploser» sous le double effet de la saturation des cellules et de l'exaspération de leurs occupants. Le «mur d'incompréhension», ensuite, plus métaphorique mais aussi plus inquiétant, que l'intensification du harcèlement judiciaire et policier ne peut que rendre plus épais encore entre une jeunesse rebelle et une société qu'elle rejettera d'autant plus qu'elle trouvera des raisons supplémentaires de se sentir rejetée par elle. Du «mur d'argent», en revanche, infiniment plus haut qu'à l'époque où les propagandistes du Front populaire se proposaient de l'abattre, personne, parmi ces fins analystes, ne s'avise de dire mot.

Autant dire que, pour sévères que puissent être les jugements portant sur les orientations et les mesures prises pour lutter contre la ou les «violence(s) urbaine(s)» et l'insécurité, «urbaine» elle aussi, qui en résulte, la plupart relèvent de la «critique interne». Certes, tous les experts, spécialistes et autres «professionnels», ou prétendus tels, s'accordent à discerner dans les phénomènes rangés sous les rubriques mentionnées ci-dessus l'indice ou le symptôme d'un «problème de société». Beaucoup s'évertuent d'ailleurs à identifier la nature de ce problème. Rares, en revanche, sont ceux qui s'aventurent, du moins, publiquement, à poser la question tabou: ne serait-ce pas ce type de

société qui, en termes civilisationnels et non pas fonctionnels, pose problème ?

Dans une problématique en forme de quadrature du cercle, le sociologue Philippe Robert, qui fait autorité en matière d'étude de la petite délinquance - il dirige, entre autres activités, un «réseau scientifique européen» traitant de ce phénomène - pointe, à son insu, l'aporie sur laquelle viennent buter les flicologues de toutes obédiences⁽¹⁾. «Le problème n'est pas simple: comment faire respecter la règle du jeu par ceux qui sont convaincus d'être exclus du jeu⁽²⁾ ?» Problème d'autant moins simple qu'il s'agit là d'un faux problème. Qu'attend, en effet, cet éminent spécialiste qui se plaint si souvent de la «pauvreté du débat français» pour s'interroger sur le bien-fondé de cette «règle» et, au-delà, du «jeu» dont elle participe ? Mais ce serait là, sans doute, retomber dans ces «questionnements philosophiques et politiques» superfétatoires qui, si l'on en croit un des collaborateurs de Philippe Robert que nous retrouverons plus loin, causèrent tant de dommages aux sciences sociales en raison du «rapport consubstantiel aux idéologies» que lesdits questionnements induisaient pour elles⁽³⁾. Comme si le discours «scientifique» de ces deux auteurs était lui-même à l'abri de toute contamination ! A les voir truffer leurs propos de notions aussi imprégnées d'idéologie que «société de consommation», «quartiers sensibles», «sécurité intérieure», pour ne rien dire du pseudo-concept, mystificateur entre tous, de «violence urbaine» (qu'ils ont tout de même consenti, sous le feu de la critique, à placer entre guillemets)⁽⁴⁾, il semble qu'il est plus difficile qu'ils ne l'imagi-

nent de «tenir un langage neutre, descriptif et non interprétatif⁽⁵⁾». Bref, on l'aura compris: pour une critique radicale du sécuritarisme, il faudra repasser.

On connaît, pour l'avoir souvent entendue, la réponse que s'attirent inévitablement les attardés qui, à contre-courant, s'entêtent à vouloir jeter les bases d'une telle critique. Dans le meilleur des cas, ils auront droit à la remarque ironique habituelle: «On ne va pas attendre le Grand Soir pour régler les problèmes du jour.» Mieux vaut donc, comme on le fait depuis déjà plus d'un quart de siècle, «réguler» leur non-solution, avec, comme il se doit, le concours de ces chercheurs qui se targuent de «comprendre sans chercher à juger» pour se poser en conseillers compétents auprès du Prince. Une compétence qui n'a pas empêché, au fil des années, les policiers et gendarmes de

En terrain de méconnaissance

La place manque, évidemment, pour passer ici en revue, détaillée de surcroît, les principales interprétations mises sur le marché pour «dédramatiser» l'approche de la «violence urbaine». Ce qui vaudra, sans nul doute, aux lignes qui suivent d'être taxées de superficialité. Les supputations du sociologue Laurent Mucchielli méritent, en tout cas, que l'on s'y arrête. Outre que, grâce à ses accointances avec les médias qu'il fustige par ailleurs pour leur sensationnalisme et leurs simplifications abusives, il a réussi à faire beaucoup parler de lui, ce qu'il écrit ou dit, sous le sceau de la «scientificité», pour «clarifier le débat public sur l'insécurité»⁽⁶⁾ offre un bon condensé de la doxa «antisécuritaire». Ne s'est-il pas fait fort, d'ailleurs, d'exposer dans un ouvrage collectif qu'il a codirigé avec Philippe Robert, l'«état des savoirs» sur «le crime et l'insécurité»⁽⁷⁾? Des savoirs qui, comme tous ceux déjà publiés sous ce label, sont avant tout des savoirs d'État. Avec la vision et les visées que cette sujétion implique.

Partisan des méthodes soft de contrôle social, il ne répugne pas, malgré tout, à recommander un quadrillage renforcé de l'espace public par la police («de proximité», quand même, et en «coopération» avec la population puisque «la sécurité est l'affaire de tous») ou le recrutement de juges professionnels supplémentaires (pour éviter l'«abattage» et l'«amateurisme»).

Féru de criminologie, ce sociologue s'est acquis une réputation «de gauche» en s'opposant bruyamment au «tout sécuritaire» et aux «pseudo-experts» qui le cautionnent. A ses yeux, le premier serait «inopérant» et les seconds, des «charlatans». L'aversion de Mucchielli à l'égard des tenants de tendance dure du socio-flicage s'explique moins par des divergences politiques de fond - tous sont des défenseurs convaincus de l'ordre établi et ne s'opposent que sur la manière de le défendre - que par un souci d'efficacité, sans oublier la concurrence acharnée entre vrais-faux chercheurs en quête de contrats et de notoriété.

«Critique interne», disions-nous plus haut. Le propos de Mucchielli est, à cet égard, sans ambiguïté: l'objectif est de «pacifier durablement les relations so-

ciales»⁽⁸⁾ sans remettre en cause les rapports de production/domination capitalistes qui sont largement à l'origine de leur détérioration. Cela reviendrait, en effet, à prendre pour cadre d'analyse l'un de ces «paradigmes globaux» - en lesquels, on aura reconnu, pour peu que l'on sache décrypter, le marxisme ou les théorisations de Bourdieu - dont Mucchielli prône l'abandon au profit de «paradigmes locaux», moins ambitieux mais plus aptes, selon lui, à cerner le réel. On ne sera donc pas étonné d'apprendre que tout est affaire de «réforme politique».

Parmi les domaines concernés, retenons celui de l'école, car c'est là, paraît-il, que «la question des inégalités se joue fondamentalement». Mucchielli ne nie pas, en effet, qu'elles puissent engendrer des frustrations, elles-mêmes source d'une légitime rébellion parmi les jeunes générations issues des milieux «défavorisés». Mais la façon dont il entend réduire les inégalités entre établissements, filières et classes est pour le moins paradoxale. Il faudrait, au préalable, selon lui, mettre fin au «monopole scolaire de l'excellence intellectuelle qui hiérarchise dès l'enfance la valeur individuelle et le destin social de chacun»⁽⁹⁾. Nul besoin «d'excellence intellectuelle», effectivement, pour occuper les emplois non qualifiés, mal payés et instables dont la majorité des enfants des couches populaires devront désormais se contenter. Dûment «revalorisé», à la fois «symboliquement et financièrement» (Mucchielli pousse l'audace jusqu'à suggérer une augmentation du salaire minimum !), l'apprentissage de «savoir-faire» suffira à les pourvoir, en y incluant le savoir-vivre, de plus en plus indispensable avec l'inflation des «métiers» où prime le «service au client».

A mettre ainsi entre parenthèses, sous couvert de refus des «grands systèmes explicatifs», le lien entre système scolaire et système capitaliste, Mucchielli finit par oublier que celui-ci ne pourrait se reproduire si «l'égalité des chances» n'était pas un mythe. «Car», ainsi que le font remarquer deux de ses confrères, adeptes, il est vrai, des théories globalisantes honnies, «là où il y a égalité, par définition il n'y a pas besoin de chance; et là où il y a chance, il n'y a pas égalité mais hasard, gros lot ou lot de consolation⁽¹⁰⁾». A l'image du monde social réel où quelques-uns gagnent et où la plupart perdent.

Beaucoup de ces derniers, précisément, se montrent mauvais perdants. Laurent Mucchielli tient toutefois en réserve à leur intention d'autres propositions pour les dissuader de semer la perturbation. La plus cocasse est la so-



se multiplier, les caméras de vidéosurveillance de proliférer, les sanctions de s'alourdir et les prisons de se remplir. Ni les jeunes trublions de sévir.

Comment pourrait-il en aller autrement, tant que l'on braquera le projecteur sur ces fauteurs de troubles, en faisant le black-out sur les facteurs de troubles? Ou, plus subtilement, en recherchant ceux-ci là où il ne se trouvent pas. Est-ce à dire, pour autant, qu'on doive faire preuve d'une complaisance quelconque à l'égard des premiers? Nullement. D'autant que leurs mentalités et les comportements qui en découlent portent souvent l'empreinte, aussi irrécusable que détestable, de la prégnance des seconds. Mais n'anticipons pas, et commençons par ces approches qui passent pour «critiques» de l'idéologie sécuritaire, alors qu'elles ne font, tout bien pesé, que contribuer à son ravalement.

lution «politique». Le qualificatif «politicien» eût été, comme on va le voir, plus indiqué. L'une des raisons des «violences urbaines» serait le «déficit d'offre politique». Une formulation aux connotations mercantiles, en vogue parmi les marchands de sondages que Mucchielli pourfend par ailleurs. Par chance, le remède réside dans le mal: le comblement dudit déficit pourrait constituer «une des voies principales de leur possible prévention»⁽¹¹⁾. Pour ce faire, il faudrait que «les forces politiques de gauche» aident la jeunesse déshéritée à se constituer en «acteur politique local d'importance». Ainsi pourrait-elle apprendre à «exprimer sa révolte légitime autrement que par la violence».

Il reviendrait donc aux militants du PS, de ce qui subsiste du PCF et d'une LCR passée de l'extrême gauche antiparlementaire au «100 % à gauche» électoraliste, secondés par une myriade d'associations noyautées par ces partis (LDH, Attac, Ras l'Front, etc.), de rééditer ce qui fut tenté et partiellement réussi dans les années quatre-vingt. A savoir la récupération de la «marche des Beurs», dont les participants devaient s'apercevoir par la suite que la gauche au pouvoir les avait surtout fait marcher, suivie du lancement très médiatisé et cornaqué depuis l'Élysée de SOS-Racisme avec son slogan («Touche pas à mon pote») et son logo (la petite main). Objectif: casser un mouvement revendicatif autonome en gestation, neutraliser ses leaders en les notabilisant et canaliser le reste vers la voie royale, c'est-à-dire «citoyenne» menant à l'isoloir. Sauf que les «grands frères», échaudés, ont passé, depuis lors, la consigne aux «petits frères»: gare à la manipulation et l'instrumentalisation! C'est pourquoi, malgré leur «inscription automatique» sur les listes électorales, le battage «civique» les appelant aux urnes et la mobilisation «anti-fasciste» de l'entre-deux-tours de 2002, le «déficit d'offre politique» reste encore bien inférieur à celui de la demande.

Pour peu que l'on prenne la peine d'interroger ces citoyens à la manqué sur leur perception du rôle et de l'action des élus locaux ou nationaux de la gauche ex-«plurielle», ces derniers se voient le plus souvent rangés dans la catégorie des «enclulés», tandis que les électeurs qui votent pour eux reçoivent l'étiquette de «bouffons». Classification rudimentaire, assurément, à qui les chercheurs, «critiques» ou non, sont en droit de dénier toute pertinence. Mais, outre qu'elle confirme que la «fracture civique» entre le peuple et ses représentants supposés n'est pas près de se résorber, elle est surtout révélatrice d'une évolution. Certains préféreraient parler d'involution.

Des «produits dérivés» du capitalisme sauvage

Quelques nostalgiques d'une époque où le communisme passait encore pour un idéal généreux et non pour une utopie mortifère ont cru dénicher, non plus dans les usines, mais dans les «cités», le nouveau sujet collectif révolutionnaire susceptible de prendre le relais de la défunte classe ouvrière. Omniprésent, le discours sécuritaire semble a priori leur donner raison: ces garçons rétifs au salariat précaire auquel est destinée la majeure partie de la jeunesse populaire, surtout si elle est d'origine étrangère, ne font-ils pas figure, depuis une vingtaine d'années, de nouvelle «classe dangereuse», voire d'«ennemi intérieur» d'un genre inédit? Pour qui en douterait, il suffit de rappeler la dénomination choisie pour baptiser le centre de recherche et de formation dont ils demeurent, depuis son inauguration en 1988, la raison d'être et l'objet d'étude privilégiés, si l'on peut dire: Institut des hautes études sur la sécurité intérieure. Reste à savoir, cependant, s'il est avisé de considérer ces jeunes gens comme des alliés potentiels, sinon comme le fer de lance, dans le combat pour l'émancipation, sous prétexte que, conformément au dicton, ils seraient «les ennemis de nos ennemis». D'autant que, vus sous un certain angle, les uns et les autres ne sont pas sans avoir quelques traits de ressemblance. Sans doute les «lascars» qui tiennent les murs dans les «quartiers sensibles» comptent-ils parmi les victimes, ne serait-ce que par la situation de leurs parents, de la précarisation, de la paupérisation et de la marginalisation de masse provoquées par le passage du capitalisme au stade de l'accumulation dite «flexible». Sans doute subissent-ils en sus les humiliations du racisme et de la discrimination, s'ils sont «issus de l'immigration», comme on dit (pour ne pas avoir à dire de quelle provenance, non désirée, il s'agit). Néanmoins, tout cela n'en fait pas pour autant des insurgés contre l'ordre établi. On a coutume de présenter les jeunes gens issus des couches populaires qui ont maille à partir avec les «forces de l'ordre» comme des individus «sans repères» ou, au mieux, imprégnés d'une «culture de rue» sans rapport aucun avec les «valeurs» qui régissent cet ordre. Or, à y regarder de près, c'est-à-dire sans les lunettes ou les

oeillères judicario-policières, il semble que les «sauvageons», bien que socialement non intégrés, ont parfaitement intégré les valeurs dominantes de notre civilisation. Non pas celles que l'on enseigne dans les cours d'éducation civique, mais celles qui gouvernent effectivement les comportements dans «nos sociétés démocratiques»: argent, consommation, individualisme, compétition, réussite...

La «culture de rue», pour reprendre une appellation scientifiquement peu contrôlée sinon par des sociologues ou des politologues à courte vue, est, certes, moins policée que celle enseignée dans les établissements huppés du



genre HEC ou Sup' de Co. Mais elle obéit aux mêmes finalités. Sans doute les méthodes employées par les «voyous» pour parvenir à leurs fins peuvent-elles apparaître frustes et artisanales au regard des techniques sophistiquées enseignées en «gestion». Il n'en reste pas moins que, dans l'un et l'autre cas, les logiques sociales à l'œuvre présentent d'indéniables analogies: concurrence exacerbée, recours à la force et à la ruse pour s'imposer, conquête et contrôle de territoires, c'est-à-dire de «parts de marché». Et le succès en «affaires» devra, pour les heureux gagnants dans cette course au profit, se manifester de manière visible autant que possible: une paire de Weston, par exemple, pour le «broker» qui aura réussi un «joli coup» en Bourse, et de Nike pour le petit caïd de quartier qui y aura écoulé un «bon arrivage de dope». Ou encore, pour tous les deux cette fois-ci, une BMW, acquise à prix d'or par l'un, rachetée plus ou moins légalement par l'autre ou même volée. Autant dire que diagnostiquer une jeunesse «sans repères» à propos de la progéniture turbulente des familles populaires relève

de la plaisanterie. Leurs «repères» ne sont autres que ceux inculqués par la publicité, en y incluant celle dont bénéficient les hauts faits de quelques délinquants notoires en col blanc ou avec écharpe tricolore. Les «modèles» que véhicule à foison le matraquage médiatique sont parfaitement intériorisés par les enfants des couches «défavorisées». Seuls font défaut à ces derniers les moyens de s'y conformer sans enfreindre la loi ou les codes de bonne

fonde par la voyoucratie du credo mercantile de la «démocratie de marché». Contrairement à ce qu'imaginait Jean-Pierre Chevènement, selon lequel les jeunes excités des cités n'ont «pas grand-chose dans la tête», beaucoup d'entre eux en ont suffisamment pour saisir les règles élémentaires du «jeu social» sur lequel Philippe Robert préférerait ne pas s'attarder. Voici ce qu'en pense, par exemple, Rabah Ameur-Zaïmeche, un ancien délinquant

devenu cinéaste, après avoir purgé une «double peine», pour filmer le vécu de ses «potes» et essayer de les inciter à renouer avec l'action collective pour sortir, ensemble et non individuellement, de la galère. «Souvent, à l'extérieur des cités, on a l'impression que ceux qui y vivent sont décérébrés, qu'ils n'ont pas conscience de leur position sociale. En réalité, ils savent pertinemment qu'ils sont les dominés dans les rapports sociaux⁽¹²⁾. Et ils en ont tiré la conclusion: «[...] ils n'ont pas besoin de vendre leur force de travail pour être intégrés. Maintenant, pour être intégré, il faut consommer⁽¹³⁾». Autant dire qu'ils ont assimilé l'idéologie consumériste ou, plutôt, qu'ils ont été assimilés, c'est-à-dire absorbés et digérés par

celle-ci. Il ne faut donc pas se méprendre sur le sens de leurs affrontements répétés avec les «forces de l'ordre»: les «troubles à l'ordre public» que celles-ci leur imputent, à tort ou à raison, n'impliquent de la part des «intéressés» aucune remise en cause de l'ordre social. En dépit de son engagement politique, Ameur-Zaïmeche ne nourrit, sur ce point, guère d'illusions: «Les mecs s'en battent les couilles des idéologies contestataires⁽¹⁴⁾» Il faut dire que la situation des sous-prolétaires, jeunes ou vieux, du système productif «post-fordiste» est très différente de celle des prolétaires d'antan. Le sort subi par ces derniers s'appelait «exploitation», mais ils trouvaient une puissante légitimation compensatrice dans l'existence des organisations qui les représentaient, auxquelles ils adhéraient éventuellement, dans celle d'une contre-société qui structurait leur sentiment d'appartenance et même, pour les plus politisés d'entre eux, dans le projet, dont leur classe était supposée porteuse, d'une société meilleure voire radicalement différente. Or, ce qui distingue les «désaffiliés» d'aujourd'hui des exploités d'hier, c'est l'absence, savamment entretenue par les gouvernants de droite comme de gauche, de problématisation et de subjection politique - à ne pas confondre

avec la récupération et l'instrumentalisation politiciennes évoquées plus haut - du tort qu'ils subissent.

La sorte de non-être social auquel les inutiles au monde (capitaliste) semblent ainsi voués constitue une forme d'atteinte à leur dignité humaine au moins aussi insupportable que la déshumanisation propre au travail aliéné. Dépourvus de toute incarnation valorisante, contrairement aux prolétaires de naguère, ils ne sauraient être ce «rien» appelé à devenir «tout» que prophétisait la dialectique du *Manifeste communiste* mise en musique dans *L'Internationale*. Néanmoins, beaucoup ne se résignent pas à végéter dans ce néant sans perspective. Les plus âgés vont exprimer leur rancœur d'être traités comme des moins que rien par la «grève civique», c'est-à-dire par l'abstention, ou par un vote que les approbateurs patentés du monde tel qu'il va auront vite fait de qualifier de «protestataire». Pour leur part, les plus jeunes vont s'efforcer de trouver un substitut à leur dignité déniée: le «respect». Un ersatz, plutôt, importé comme le rap ou certaines tenues vestimentaires des ghettos des États-Unis, et qui vient confirmer qu'à côté des formes de révolte libératrices, il peut en exister d'aliénées.

La tyrannie du «respect»

Compensation illusoire à l'inexistence sociale, le «respect» devient essentiel lorsque l'être, privé de consistance sociale, en est réduit à ne plus pouvoir s'affirmer que dans le paraître. D'où cet attachement névrotique de nombre de jeunes des «cités» à une «réputation» qu'ils vont bâtir puis préserver avec les moyens du bord. Ceux, tout d'abord, «qu'offre», si l'on peut dire, la «société de consommation». Car il en va des «voyous» comme de la majorité des gens demeurés dans le droit chemin, celui du Droit: «[...] Ce qui prime, c'est l'argent pour s'acheter les objets qui permettent de correspondre aux images que l'on voit dans la pub⁽¹⁵⁾.» Et cela vaut encore plus pour ceux qui ne valent rien, au sens propre du terme. Totalement démunis de savoir et de pouvoir reconnus, ils vont devoir compter sur l'avoir pour se sentir exister aux yeux des autres: une paire de Reebok ou de Rayban, ou encore un blouson Chevignon, dérobés ou non, pour échapper à l'invisibilité sociale et donc au non-être. La «Marque», mondialement connue, leur tiendra lieu de Nom. En l'arborant sur eux, ils auront l'impression d'être «comme tout le monde». Le trafic, le vol, le recel, le racket ou la prostitution leur permettront, dès lors, d'acquérir les signes extérieurs de cette appartenance au monde, sans lesquels

VIOLENCE À L'ÉCOLE



conduite. Autant dire que les «sauvageons» portent bien mal le nom dont le ministre de l'Intérieur «républicain» Jean-Pierre Chevènement avait cru bon de les affubler. Surgeons, caricaturaux peut-être, de ce «capitalisme sauvage» que le même ministre se plaisait à vilipender, ne sont-ils pas les doublons juvéniles et désargentés des «prédateurs», «dépeceurs» et autres «tueurs» de haut vol rituellement dénoncés à l'occasion du énième «plan social» consécutif à une énième fusion-acquisition? Encore qu'entre les «voyous», petits ou grands, et les certains patrons, «voyous» ou non, qui en prennent à leur aise avec la légalité, la frontière tend à s'estomper. Ne sont-ils pas, les uns et les autres, mus par les mêmes ambitions, pour ne pas parler de pulsions?

Recouvrant les petits trafics qui alimentent l'ordinaire des jeunes habitants des «cités» comme substitut ou complément au salariat précaire et à l'assistance, le terme de «business» n'a pas été choisi par hasard. Emprunté, comme le «deal», au langage courant de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont fait du monde une marchandise, il résume précisément ce qui constitue l'alpha et l'oméga de la vie sociale dans la «civilisation occidentale». De ce point de vue, se vérifie, là encore, l'intériorisation pro-

ils s'en sentiraient exclus. Un concept désigne ce mimétisme délinquant : le conformisme déviant.



Couplé avec cet affichage grégaire des symboles les plus grossiers de la modernité, le « respect » s'acquiert aussi avec les moyens qu'offre, gratuitement cette fois-ci, ce qui subsiste d'une culture traditionnelle, une fois déconnectée du contexte socio-historique qui en faisait une civilisation. La fierté de soi recouverte passe alors par une réactivation des stéréotypes les plus archaïques de cette culture. Le machisme, le sexisme et la misogynie, par exemple, dont la culture « occidentale » n'est évidemment pas totalement délivrée, mais qui ont dû reculer sous les effets conjugués de la modernisation capitaliste et du mouvement de libération des femmes. Au nom de la préservation d'une « identité culturelle » menacée par la suprématie « céfran », de jeunes mâles s'autorisent à faire peser une véritable oppression quotidienne sur les « meufs » de leur « territoire », converti en chasse gardée. Sans doute cette soumission qu'ils imposent à un genre renvoyé à sa faiblesse et son infériorité postulées les aide-t-elle à supporter le poids de la domination à laquelle ils doivent eux-mêmes se plier dans les autres sphères de la société.

On pourrait aussi mentionner la montée d'un racisme et d'un ethnicisme réactifs, legs tardif de l'héritage colonial, ou encore le retour de l'esprit de clan, du culte du chef et de la brutalité physique. Ou encore, favorisé par des apprentis-sorciers qui misent sur les vertus pédagogiques d'un islam rigoriste pour encadrer une jeunesse que l'école pu-

blique n'arrive plus à « tenir », l'essor d'un obscurantisme religieux dont il n'est pas prouvé qu'il ne puisse pas à l'occasion virer au fanatisme. Nourri de ces ingrédients régressifs, le souci obsessionnel de « l'honneur » parmi les jeunes déshérités peut conduire à des horreurs, comme l'ont montré des faits divers récents: lynchage à mort d'un jeune garçon par une bande en représailles à un « manque de respect », jeune fille brûlée vive par un ancien petit ami pour l'avoir « traité ». Contrairement à ce que soutiennent les adeptes de la « pacification » douce qui le jugent « alarmiste » - pour beaucoup, il s'agit de « calmer le jeu » pour ne pas faire celui du Front national -, le qualificatif de « barbare » s'applique parfaitement à ce genre d'exactions. Mais, surtout, ces tenants d'une « gauche citoyenne » se refusent à l'employer parce que cela reviendrait à corroborer l'alternative formulée par Rosa Luxemburg il y a presque un siècle. Parler de barbarie, en effet, oblige à envisager ces actes odieux, ainsi que les mœurs et les mentalités dépravés auxquels ils renvoient, et, au-delà, le processus de dé-civilisation dont ils participent, pour ce qu'ils sont: l'envers ou le revers de ce qui est présenté d'ordinaire, pour des raisons faciles à deviner, comme son opposé. Comme si la « fièvre identitaire » qui peut pousser au crime ceux qui n'ont rien n'était pas le pendant de la fièvre affairiste, aussi dévastatrice et à une bien plus grande échelle, de ceux qui ont tout ! Ces « bêtes faves » que les médias et les démagogues dénoncent à la vindicte publique ne sont pas des extraterrestres ou des monstres venus de quelque contrée exotique. Au même titre que la « jungle des villes » où elles vaguent entre débrouille et embrouille, ces créatures sont les créations reconnaissables, pour peu que la peur ou la prudence n'incitent pas à se boucher les yeux, d'un capitalisme qui donne désormais libre cours à sa sauvagerie intrinsèque dès lors qu'a disparu l'adversaire, réel ou potentiel, qui, en lui faisant contre-poids, l'avait contraint à se civiliser.

« Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous sommes », augurait l'historien François Furet dans *Le Passé d'une illusion*, entre une partie de tennis et une conférence aux États-Unis. Un monde encore agréable, toutefois, pour les gens de son espèce, pour ne pas dire de sa classe. Mais qu'en est-il de la vision « réaliste » qui a remplacé « l'illu-

sion » de la possibilité d'un monde émancipé, et que l'on nommera comme on voudra - socialiste, communiste sinon libertaire - mais débarrassé, en tout cas, du capitalisme ? N'est-il pas tout aussi illusoire de croire que les gens les plus dominés acceptent sans broncher l'idée d'être éternellement condamnés - le mot, dans leur cas, n'est pas trop fort - à la survie à perpétuité ? Vision chimérique, car une société qui n'a plus d'idéal à se mettre sous la dent en vient, tôt ou tard, à se dévorer elle-même. Pour désigner ce moment, qui peut d'ailleurs prendre des années voire plusieurs décennies, on use parfois de la métaphore de « l'implosion ». A distinguer des « explosions sociales » de jadis, fruits de la violence orientée de la lutte des classes. C'est à la violence erratique des déclassés, dont la « violence urbaine » ne donne qu'un avant-goût, qu'il va falloir de plus en plus faire face aujourd'hui. Personne ne peut dire que l'on ait gagné au change.

1) *Flicologues (ou socio-flics) : variété de chercheurs - ou de chercheuses, car les professions à visées répressives suscitent de plus en plus de vocations parmi les femmes - qualifiés de tels non parce qu'ils prennent la police, au sens large du terme, comme objet d'étude, encore que certains se soient également attelés à cette tâche, mais parce qu'ils ont fait leur la finalité policière, au sens large du terme, c'est-à-dire normalisatrice, fréquemment impartie aux recherches en sciences sociales.*

2) Philippe Robert, *L'Insécurité en France*, coll. Repères, La Découverte, 2002.

3) Laurent Mucchielli; *Le Monde*, 22 mars 2000

4) *Sur cette mystification et quelques autres, nous nous permettons de renvoyer à deux de nos ouvrages : Des barbares dans la Cité (Flammarion, 1996) et Le Nouvel Ordre local (L'Harmattan, 2000).*

5) L. Mucchielli, *Violence et insécurité*. La Découverte, 2001.

6) « Manifeste » du réseau Claris. *Libération*, 30 janvier 2002

7) Sous la dir. de L. Mucchielli et Ph. Robert, *Crime et insécurité, l'état des savoirs*. La Découverte, 2002.

8) L. Mucchielli, *op. cité*

9) *Ibid.*

10) A. Bühr, R. Pfefferkom, « l'égalité des chances contre l'égalité », *Le Monde diplomatique*, septembre 2000,

11) L. Mucchielli. « Violences urbaines, réactions collectives et représentations de classe chez les jeunes des quartiers relégués de la France des années 90 ». *Actuel Marx*, n° 26, 2e semestre 1999.

12) Rabah Ameur-Zaïmeche, réalisateur. *Entretien*, No Pasaran, no 10, juin-juillet-août 2002.

13) *Ibid.*

14) Rabah Ameur-Zaïmeche, *Entretien*, No Pasaran, n°10, juin-juillet-août 2002.

15) *Ibid.*

Rentabilité du capital financier et privatisation des services publics. Jusqu'où ?

De nouvelles attaques contre les services publics à prévoir

Malgré le désaveu subi par la Chirac et la cohorte des partisans du OUI au traité constitutionnel européen, les mesures de démantèlement de ce qu'il est convenu d'appeler «l'Etat providence» redistributeur vont se poursuivre. L'ossature des forces politiques qui font corps avec les intérêts du capital financier est certes ébranlée mais n'est nullement sur une position défensive. Les ressorts de la rapacité du libéralisme économique, même s'il n'apparaît plus comme la panacée aux yeux de l'opinion, même si les ravages sociaux qu'il produit sont manifestes, sont loin d'être cassés d'autant qu'il convoite des niches de rentabilité nouvelles dans des secteurs qui lui échappent encore.

Qui plus est, l'émergence timide d'une alternative véritable, celle qui poserait la question de la **socialisation des moyens de production et d'échange** essentiels dans le cadre d'une **démocratie sociale renouvelée à l'échelle européenne**, celle qui limiterait par conséquent les forces du marché, est encore bien loin d'être partagée.

Ce à quoi il faut s'attendre, ce sont donc de nouvelles attaques contre les services publics contre l'ensemble des dispositifs de protection sociale. Mais parallèlement **survira** nécessairement - et le NON au référendum en atteste - **une plus grande résistance**, une nouvelle ampleur des luttes sociales.

C'est pourquoi, afin de ne laisser planer aucune illusion sur le processus en cours, et pour mieux contribuer à le contrecarrer, il nous a semblé indispensable de republier des textes⁽¹⁾ qui illustrent les méfaits des privatisations opérées ou en gestation (Poste, hôpitaux, école) ainsi que ceux des «chantiers de démolition de la protection sociale» qui, jour après jour, aggravent les conditions de vie et de travail des salariés et des chômeurs.

Le capitalisme cherche une issue à sa propre crise

Ces politiques à l'œuvre, comme le souligne José Caudron, viennent de loin. Après la 2^{ème} guerre mondiale s'est construit un Etat keynésien qui reposait sur un compromis entre les forces populaires et les «bourgeoisies occidentales». Depuis 20 ans et plus, le capital financier et industriel s'emploie à le démanteler dans tous les Etats de la

planète. Il est encore loin d'y être parvenu surtout face aux déconvenues qu'il provoque : aggravation de la pauvreté et de la misère surtout dans les pays du Sud, polarisation sociale de plus en plus forte, guerres, terrorisme, tensions de plus en plus meurtrières, mise en cause de l'avenir de la planète ...

Au delà des explications réelles mais trop courtes qui verraient dans la globalisation financière l'effet de la volonté agissante de prédateurs cyniques qui se joueraient des velléités régulatrices de forces politiques naïves ou compromises, les ressorts de la période que nous vivons sont à rechercher dans les **limites du capitalisme qui cherche une issue à sa propre crise**.

Malgré l'introduction de nouvelles technologies, la **baisse tendancielle du taux de profit** dans le secteur industriel⁽²⁾ créateur de valeur est à l'œuvre, tout comme la surproduction relative de marchandises et son corollaire l'exacerbation de la conquête des marchés extérieurs et la concurrence effrénée qu'elle entraîne. Elle aboutit à des méga fusions-acquisitions, à la formation de nouveaux oligopoles qui ne pourraient se constituer sans la concentration énorme de capitaux qu'ils requièrent. C'est d'ailleurs cet aspect le plus tangible qui est retenu pour caractériser la période : cette globalisation financière, ce grand marché spéculatif mondial, investi par les fonds de pension et autres produits financiers, cherchent à s'employer là où la rentabilité à deux chiffres semble assurée.

Baisser les coûts et chercher des niches à rentabilité

Pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit du secteur industriel qui suscite des investissements de plus en plus lourds, il n'y a que **deux solutions** pour les capitalistes. **Faire baisser le coût du capital constant** (machines, usines), soit en faisant supporter une partie du coût à la collectivité (aides, primes, construction d'installations louées parfois à des prix dérisoires comme dans les zones franches industrielles)

soit en délocalisant les usines dans des pays où leur construction et leur installation sera réalisée à moindre coût. La **deuxième solution** qui peut se combiner avec la première consiste à **abaisser le prix de la force de travail** en renforçant, par conséquent, l'exploitation des salariés. Là encore différents scénarios sont jouables : l'allongement de la journée de travail, les exonérations de cotisations patronales et donc la baisse du salaire différé (diminution des prestations sociales, encouragement à se prémunir soi-même, fonds de pension, assurances, mutuelles), et plus généralement, intensification du travail, recours à toutes les formes de travail précaire détruisant progressivement code du travail, conventions collectives, pour plus de flexibilité. Le recours à un volant de chômage dit structurel, pour casser toute velléité de mobilisation sociale, utilisé depuis de longues années, a par ailleurs fait ses preuves, tant qu'il reste dans des limites acceptées. Mais, que de vies gâchées ...

Restent, pour le capital financier, toutes ces niches à rentabilité immédiate dans des secteurs profitables là où l'Etat, c'est-à-dire les contribuables, a investi pour le bien commun de tous : les entreprises publiques, les services publics et même les autoroutes ... Mais comme le souligne Alain Bihr,⁽³⁾ toucher à ce jackpot n'est pas sans conséquences. Le processus de production capitaliste sup-



pose que soit pris en charge par l'Etat un ensemble de moyens sociaux de production, où des investissements lourds, peu rentables pour les capitaux privés, leur sont nécessaires. De même, l'intervention de l'Etat est requise afin qu'existe un ensemble de moyens sociaux de consommation qui assurent la reproduction de la force de travail dans des conditions acceptables. Et l'entretien, la reproduction de la force de travail passe par des équipements collectifs (écoles, logements sociaux, hôpitaux, prestations sociales ...).

Tout porte à penser que la logique suivie, celle qui consiste à privatiser les secteurs rentables et à socialiser les pertes, réglera les domaines de ce qui est privatisable et de ce qui restera à la charge des citoyens. Néanmoins, l'ouverture de nouveaux secteurs d'investissements pour le capital financier en manque de valorisation est bien un processus qui n'a d'autre but que celui, par exemple, «d'organiser la faillite des systèmes publics de protection sociale pour rendre apparemment nécessaire et désirable» le recours aux systèmes privés d'assurance. De même pour l'école, les hôpitaux, la poste...

Des luttes au niveau européen

S'il est certain que cette contre-révolution conservatrice est en marche au niveau mondial pour le moins depuis 1995, date qui marque la création de l'OMC, et si rien ne semble empêcher cette machine à déréguler de poursuivre sa marche mortifère malgré les protestations

mondiales dont elle fait l'objet, il n'est pas assuré, comme le suppose à titre d'hypothèse Alain Bihr, que les Etats Nations soient devenus une gêne pour les oligopoles mondiaux, ni que les conditions de reproduction du capital doivent s'opérer à l'échelle de la planète. Réguler le marché mondial, détruire ou réformer l'OMC ne dépendent pas uniquement des forces dominantes ou de celles des classes moyennes qui aspirent, pour la préservation de leur être social, à civiliser le capitalisme.

Les luttes sociales résultantes de l'ensauvagement des rapports sociaux, même s'il convient de les internationaliser, de les continentaliser, restent et resteront encore longtemps des luttes se déroulant dans un cadre national. Les contextes politiques, les traditions d'organisation et de résistance, la spécificité des institutions et la nature même des services publics mis en place après la 2^{ème} guerre mondiale, sont autant de particularités qui concourent à différencier les mouvements populaires issus de contextes nationaux similaires. Ceci dit, ces spécificités, face aux réactions nationalistes ethniques que ne manquera pas d'encourager le délitement social produit par le capitalisme libéré de l'Etat keynésien, doivent con-

duire, malgré les difficultés, à tout tenter pour favoriser la solidarité des luttes sociales et politiques et d'abord au niveau européen. La raison en est simple: face à la coalition des forces libérales,



un front de lutte unitaire doit se construire en déifiant les tentatives d'étouffement, de dévoiement que les sociaux-libéraux ne manqueront pas de mettre en œuvre. C'est là un objectif qui pour être atteint passe par l'auto-organisation de la résistance antilibérale, seule susceptible de mettre véritablement en échec, d'enrayer le processus de privatisation des services publics en cours.

Des batailles ont été perdues, mais, à chaque étape, la prise de conscience s'est renforcée, la mobilisation s'est amplifiée. Ceux qui nous gouvernent, comme les sociaux-libéraux qui piaffent d'impatience pour leur succéder en 2007, sont d'ores et déjà très divisés. Ils savent qu'ils ne pourront plus gouverner comme avant. Durcissement, répression et démagogie sont les seules cartes qui leur restent ... pour le moment ... face à une recomposition d'une Gauche anticapitaliste qui cherche à émerger.

Gérard Deneux – août 2005

[les intertitres ont été ajoutés par la rédaction d'ACC]

(1) voir encadré sur cette page.

(2) industriel au sens large, qui comprend par exemple l'industrie agroalimentaire; au sens marxien, on distingue le capital financier du capital commercial et de la rente foncière.

(3) allusion à un article paru dans ACC n° 161- janvier 2005 "L'impasse de la libéralisation des services publics", également publié dans le n° 6 d' "Intervention", voir encadré sur cette page.

Intervention

Les cahiers de l'Education populaire

Les Amis de l'Emancipation Sociale (AES) rassemblent dans des numéros spécifiques dénommés "**Intervention - les cahiers de l'éducation populaire**" des textes écrits par des militants qui ont travaillé sur un thème, sur un livre... Il s'agit d'une forme d'éducation populaire qui permet d'être en capacité, dans des débats ou par des articles, de dénoncer les effets de la mondialisation libérale avec des argumentaires construits et solides et ainsi de faire partager l'idée que la politique n'est pas affaire d'experts ou de spécialistes. Il s'agit, pour l'équipe des AES, de construire un front de résistance à la pensée unique, rassemblant toutes celles et ceux qui parient sur l'intelligence collective du peuple, de sa capacité à se mobiliser, à s'auto organiser.

Deux numéros d' "**Intervention**" viennent de paraître de 50 à 60 pages chacun.

Le texte de Gérard Deneux que nous publions sur ces deux pages est extrait du n° 6 d' "**Intervention**" (août 2005) intitulé "*Services publics et mondialisation libérale*". Sur 60 pages, on y trouve des articles qui analysent la destruction libérale des services publics (L'Hôpital, la Poste, France Télécom, la Sécu, l'Ecole). Le n° 7 (septembre 2005, 50 pages) rassemble des textes sur le thème de "*l'Europe et la mondialisation libérale*".

Pour passer commande, s'adresser à Fabien Desgranges 29 rue de la Libération 70290 CHAMPAGNET EBOULET (desgranges.fabien@wanadoo.fr) Prix : 3 euros + 1,5 euros de frais de port par numéro. Abonnement 5 numéros : 12 euros. Tél : 03 84 30 21 06 (Gérard Deneux). Site : <http://amisemasoc.free.fr>

Bure : forcing de l'ANDRA, pression des opposants

Dans le cadre de la loi Bataille sur la gestion des déchets radioactifs (1991), le laboratoire souterrain de Bure (Meuse) a été doté en 1999 d'un Comité Local d'Information et de Suivi (CLIS). Présidé par le préfet du département concerné, il se réunit périodiquement sous le signe de l'apparence de transparence.

Dans son N° 159 de nov. 2004, ACC s'est fait l'écho de la colère des opposants membres du CLIS. Ce « machin », vitrine démocratique des autorités, comprend en effet quelques opposants déclarés : élus, scientifiques, associatifs. Leur colère a éclaté lorsque le rapporteur de la Commission Nationale d'Évaluation (CNE) s'est prononcé favorablement pour la poursuite des travaux estimant – sur quels critères sinon ceux de l'ANDRA⁽¹⁾ experte en perforation géologique et en martelage publicitaire - qu'il n'y aurait aucun obstacle rédhibitoire qui empêcherait le législateur de se prononcer pour un stockage en profondeur des déchets à longue vie, particulièrement toxiques. Ce rapporteur confirmait ainsi par ses propos - prématurés, les travaux et recherches étant loin d'être arrivés à terme - ce que les opposants dénonçaient depuis longtemps, à savoir que le laboratoire cachait en réalité l'intention du lobby nucléaire de bel et bien enfouir les déchets les plus dangereux qui soient créés par l'homme. Manière de les faire oublier par les populations pour pouvoir lancer, dans une plus grande sérénité, le programme de renouvellement des réacteurs type EPR.

Une information téléguidée

Fin juillet, les habitants du département de la Meuse et ceux du département limitrophe : la Haute-Marne - qui, rappelons-le avait fait l'objet des tous premiers sondages géologiques - trouvaient dans leur boîte à lettres, mêlé au fatras de la publicité commerciale, un document non timbré (6 pages sur papier glacé en polychromie : l'ANDRA ne recycle pas le papier, seulement les déchets radioactifs !) portant la mention : « n°1, *Un autre regard sur les recherches* ». Ce n°1 de « *La Lettre du CLIS* » en a surpris plus d'un : il a donc fallu 6 ans pour que le Comité semble découvrir brusquement qu'il avait failli à son devoir d'information du grand public - si l'on excepte les brefs compte-rendus publiés par la presse locale peu synonymes d'information. Omission, négligence ou... calcul ? Il est pour le moins étonnant que cette propagande ("*La Lettre*" a été tirée à 172 000 exemplaires !) déguisée en information, paraisse à quelques mois d'une prise de décision des parlementaires sur le stockage en profondeur et dans une période où les mouvements de contestation et de refus s'amplifient. Le temps presse pour l'ANDRA, il faut tout faire pour regagner

une opinion de plus en plus réticente : la campagne de pétition pour la tenue d'un référendum local sur la question en est actuellement à plus de 45 000 signatures. Aux yeux des pro-poubelle, cela fait un peu désordre.

Pourquoi alors ce n°1 si tardif ? La lecture détaillée de ce 6 pages apporte un sérieux élément de réponse. Le contenu porte intégralement sur l'avis formulé par un organisme spécialisé indépendant retenu par le CLIS, l'Institute for Energy and Environmental Research (IEER) dont une équipe a visité le site de Bure et dont le rapport transmis au Comité fin déc. 2004 s'intitule : « *Examen critique du programme de recherche de l'ANDRA pour déterminer l'aptitude du site de Bure au confinement des déchets à haute activité et à vie longue* ». Ce rapport ayant déjà été présenté en séance publique lors d'une réunion plénière du CLIS à St-Dizier le 13/01/2005, on peut s'interroger sur la raison d'une nouvelle diffusion à caractère individuel et à odeur d'intox chère à l'ANDRA six mois plus tard.



Voyons donc ce contenu, tout au moins les conclusions du rapport de l'IEER et les « appréciations » de l'ANDRA.

- IEER : Le programme de l'ANDRA (techniques de pointe) est satisfaisant dans certains domaines, insuffisant dans d'autres, voire absent.
- ANDRA : Affirmation très générale (souligné par nous, ndlr). Il conviendrait de préciser les cas où le programme est insuffisant, voire absent.
- IEER : L'ANDRA doit accorder plus d'intention à l'aspect « *terme source* » de son programme.
- ANDRA : La conclusion très générale de l'IEER ne reflète pas le dossier étudié...

- IEER : Une évaluation de performance scientifiquement valide visant à déterminer la faisabilité de la construction d'un site de stockage avec confinement géologique à Bure n'est pas possible en l'état actuel des recherches.

- ANDRA : L'IEER confond et amalgame la construction d'un site de stockage qui nécessiterait des recherches complémentaires avec les études de faisabilité en cours.

Bref, des cinq points rapportés dans les conclusions par "*La Lettre*", l'ANDRA n'en agrée aucun, faisait toujours planer le doute en direction des populations qu'elle prétend informer quant à la future construction de la poubelle. Mais doit-on s'en étonner ?

Si le CLIS admet que « *l'acquisition in situ de données fiables nécessitera encore plusieurs années* » et que « *toute décision visant à autoriser le stockage dans le secteur de Bure serait prématurée...* », l'ANDRA, elle, cherche à minimiser les recommandations de l'IEER : 60 % d'entre elles auraient déjà reçu une réponse - ou serait en passe d'en recevoir une, 25% ne seraient pas pertinentes et 10% seraient prématurées. Et de critiquer la méthode de travail de l'IEER qui l'empêche de prendre en considération « un nombre important de recommandations ».

Le contenu de "*La Lettre*" - manifestement partial, on sent la réticence de l'ANDRA à l'égard de l'IEER, ce qui est confirmé par son attitude à l'égard de l'évaluation de ce dernier - a conduit l'AEMHM, le CEDRA 52, MNE⁽¹⁾, membres du bureau du CLIS, à refuser de s'y associer.

Curieuses pratiques

Le discrédit que jette l'ANDRA sur le rapport d'évaluation de l'IEER ne surprendra personne si l'on rappelle les conditions dans lesquelles les investigations ont été menées.

D'abord les péripéties quelque peu ubuesques qui ont émaillé l'appel d'offres. En mai 2003, le CLIS en séance plénière retenait à l'unanimité l'IEER pour l'expertise du programme scientifique du projet Bure. Le président du Comité, préfet de la Meuse, informait alors le directeur de l'IEER qu'il pouvait engager les investigations dès le 1^{er} juin. Ce dernier, venu avec 7 experts, faisait remarquer devant le CLIS, le 7 juillet, que le président n'avait toujours pas signé le contrat, ce qu'il, aux yeux de certains, ne semblait pas pressé de faire. Quelque temps après, ce dernier est muté, le secrétaire part en congé. Le nouveau préfet réunit le 26 août un bureau spécial sans que les convocations parviennent au CEDRA 52 et au CDR 55, pourtant membres. Il y annonce que le contrat ne peut être signé

parce que le CLIS ne peut gérer lui-même son propre budget, cette gestion relevant du GIP (Groupement d'Intérêt Public) de la Meuse et que c'est au GIP de lancer l'appel d'offres, ce qui fait celui-ci, appel qui aboutira à retenir... le même IEER. L'expertise ne commencera que fin 2004, l'ANDRA ayant ainsi gagné plus d'un an dans ses travaux sur le labo. Etonnante, non ?, cette brusque découverte de l'inaptitude du CLIS quelques mois après qu'il a approuvé la candidature de l'IEER avec l'approbation du représentant de l'Etat !

ON DÉMANTÈLE QUAND ?



On comprend mieux ces atermoiements si on rappelle l'avis exprimé par l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPESCT) sur le fonctionnement du CLIS et sur le rapport de l'IEER. Le premier est littéralement accusé - il a refusé d'être le mouton de Panurge (l'ANDRA) - de s'être écarté « du fonctionnement prévu par la loi pendant plusieurs années »⁽²⁾, de s'être « transformé en instance d'expression unique des opposants au laboratoire au lieu de jouer un rôle d'information et de débat »⁽²⁾. Même le président n'est pas épargné : « l'efficacité de la présidence du CLIS (ndlr par le préfet de la Meuse) a été prise en défaut à plusieurs reprises et dans plusieurs domaines »⁽²⁾. De là à penser que ça lui a coûté son poste...

Quant au rapport d'expertise de l'IEER, il lui est vraiment resté au travers de la gorge. Après avoir mis en cause la légitimité du choix de cet organisme par le CLIS (dont on ne dit pas qu'il est partial mais c'est tout comme), l'OPESCT dénie toute compétence sur Bure à l'IEER « qui a certes une raison sociale large, mais en réalité une spécialisation sur la prolifération et le plutonium qui ne recoupe que

d'assez loin les questions de sûreté d'un laboratoire souterrain. On peut donc s'étonner de son choix... »⁽²⁾. Et de conclure : « Il appartient aux pouvoirs publics de veiller à ce qu'à l'avenir la mission impartie au CLIS soit scrupuleusement respectée ». Bref, ces derniers sonnent la charge, par le biais de quelques parlementaires eux-mêmes chapitrés par quelques experts pro-nucléaires habitués des couloirs. Ou encore libre opinion, oui, démocratie oui, à condition qu'elles aillent dans le sens voulu par les autorités du lobby.

Si le rapport de l'IEER a failli faire s'étrangler l'OPESCT, l'ANDRA non plus ne l'a pas facilement digéré. Certes, son appréciation est plus... disons : diplomatique. Il n'empêche. Les conditions dans lesquelles l'IEER a effectué son travail n'ont pas été des plus saines si l'on en juge par les déclarations du directeur du projet d'expertise, le professeur Arjun Makkijani, contenues dans la préface de la version provisoire du rapport destiné au CLIS. Qu'on en juge : « Je dois cependant déplorer l'insuffisance de la coopération fournie par l'ANDRA qui a empêché parfois d'approfondir certaines questions. Ce manque de coopération est un important problème » (p. 10). Après avoir - quand même - remercié l'ANDRA pour la bonne volonté dont a fait preuve dans certains cas : documents, visites, brefs échanges entre scientifiques des deux parties, il relativise cet aspect positif : « L'ANDRA... s'est néanmoins engagée à désigner trois ou quatre scientifiques suffisamment informés des différents domaines d'expertise indiqués dans notre proposition d'étude.

L'ANDRA n'a pas désigné les scientifiques avec lesquels nous aurions pu avoir des échanges ouverts... Il nous semble tout à fait mystérieux que l'ANDRA ait été réticente à une telle coopération... » (p. 11).

Un peu plus loin A. Makhijani s'étonne de la différence de traitement qui a été réservé à l'IEER d'une part, au groupe international de revue (GRI) mis en place par l'AEN⁽¹⁾ à la demande du gouvernement pour l'ANDRA d'autre part. Le GRI en question était chargé d'examiner le « dossier argile 2001 » élaboré par l'Agence. C'est ainsi que si l'ANDRA a assuré la traduction en anglais de sa documentation pour le GRI, elle a fait la sourde oreille à l'égard de l'IEER en dépit des demandes répétées de ce dernier. « L'attitude de l'ANDRA semble indiquer qu'elle pense n'avoir rien à apprendre d'un groupe de revue de haut niveau... » (p. 12). Citons encore : « Nous n'avons pas non plus obtenu de réponses à nos questions écrites... toutes les demandes d'échanges avec le personnel scientifique, à l'exception des visites du site mentionnées ci-dessus nous ont été refusées. Nous avons fait l'objet de récriminations au lieu d'obtenir une coopération » (p. 12).

A contrario, quand on consulte ce rap-

port du GRI publié par l'AEN sous le titre « Programme français de la R.D sur le stockage géologique des déchets radioactifs », on peut y lire dans la préface : « Tous les membres du GIR tiennent à remercier le personnel de l'ANDRA pour l'accueil qui leur a été réservé... ainsi que l'excellent appui de l'Agence tout entière qui a facilité leur travail. Le GIR est particulièrement reconnaissant aux agents de l'ANDRA pour leur obligeance et leur souci de transparence dans les réponses qu'ils ont apportées... ». Le rapport rappelle en page 8 « Le climat d'ouverture et de transparence établi par la direction de l'ANDRA... en mettant à disposition ses scientifiques et ingénieurs les plus qualifiés... », en page 11 : « Le GRI est impressionné et félicite l'ANDRA pour la qualité de son programme scientifique 2002-2005... Sur l'état actuel de la science, l'ANDRA exprime des vues réalistes ».

Arrêtons-là l'énumération. Elle suffit à montrer les deux attitudes opposées réservées par l'ANDRA aux deux organismes chargés des expertises : ouverte et transparente près de celui constitué par l'AEN, fermée et tracassière (embûches, refus) à l'encontre de l'autre manifestement perçu comme suspect. Pourquoi donc le GRI a-t-il pu bénéficier « d'un atelier d'une semaine » qui a pu permettre « les interactions directions du GIR avec les agents de l'ANDRA » (p. 3) et non l'IEER ? C'est la politique du « deux poids, deux mesures » !

Bref, tous les moyens sont bons pour tenter d'influencer dans le bon sens l'esprit des citoyens peu formés à la géologie, ni à la science nucléaire.

La résistance s'active

L'opposition au projet démentiel qui s'affirme nettement et ouvertement comme étant celui du stockage en couches géologiques profondes - mais que sont donc devenues les deux autres voies de recherche : le stockage en surface, la séparation/transmutation, prévues par la loi de 1991 ? - loin de faiblir, apparaît plus que jamais déterminée.

- Les manifestations des 29, 30 et 31 juillet sur le site ont été le point d'orgue de la période. Festive de par la présence de divers groupes musicaux ou d'animation, la contestation du projet s'est exprimée par des actions symboliques, telle l'érection, le dimanche d'un mur barrant la route d'accès au monstre. Plus de 500 personnes ont constitué trois chaînes pour l'approvisionnement en pierres. Sur le terrain où étaient installés les stands des groupes et associations, des débats sur le nucléaire, sur les énergies alternatives ont été organisés. Même si certains ont pu regretter l'incident du samedi soir - somme toute nullement surprenant - : confrontation musclée entre plus de 200 opposants et les gardes mobiles jusqu'à ce que deux jeunes « raflés » par les gendarmes soient relâchés vers 2 h. du ma-

tin, ces journées du refus peuvent être considérées comme un succès.

- Un autre point fort à noter : l'inauguration de la Maison de la Résistance de Bure Zone Libre (BZL), actuellement en réfection, située au centre du village qui eut lieu le samedi matin. Là aussi plus de 200 personnes y ont assisté et ont pu visiter les lieux, une ancienne ferme de 600 m² destinée à devenir un pôle permanent d'informations et de résistance. Des équipes de bénévoles venues de diverses régions y passent une partie de leur temps pour contribuer activement à ce projet et créer matériellement les conditions du futur accueil. On peut d'ailleurs, même de l'extérieur, apporter sa pierre à l'édifice. Comment ? Tout simplement par un geste financier à l'ordre de : Bure Zone Libre, rue de la Gare, 54230 MARON (reçu fiscal assuré).

- Un troisième aspect mérite d'être souligné : la campagne pour un référendum local qui compte déjà plus de 45000 signatures de citoyens meusiens et haut-marnais. L'accueil réservé aux démarcheurs – certains font du porte à porte- est largement favorable. Il s'agit d'accumuler le maximum de signatures de personnes inscrites sur les listes électorales pour réclamer le droit à exprimer son avis et pour faire pression sur les conseils généraux meusien et haut-marnais de manière à mettre les élus face à leurs responsabilités à l'égard des générations présentes et à venir, et ce avant la fin de l'année.

- Enfin, lorsque sortira ce n° d'ACC, aura eu lieu quelques jours avant, le 24 septembre, la manifestation nationale «*Déchets nucléaires : n'empoisonnez pas la Terre!*» à Bar-le-Duc, réunissant nombre de collectifs, associations, réseau... locaux, régionaux, nationaux engagés dans la lutte contre le nucléaire. Cet article, rédigé avant cette date, ne peut évidemment en rendre compte. On y reviendra.

Pour conclure - temporairement - un grand défi a été lancé en direction de l'opinion publique. Si les populations des deux départements directement concernés par la poubelle semblent vouloir exprimer leur inquiétude et leur refus par leur signature en faveur de la tenue d'un référendum, les organisateurs ont aussi remarqué la présence de nombreux jeunes manifestement sensibilisés à la question. Et cela est plutôt de bonne augure.

(1) Sigles :

ANDRA : Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs.

AEMHM : Association des Elus Meusiens et Haut-Marnais.

CEDRA 52 : Collectif contre l'Enfouissement des Déchets Radioactifs 52.

MNE : Meuse Nature Environnement.

CDR 55 : Collectif meusien Contre les Déchets Radioactifs.

AEN : Agence pour l'Energie Nucléaire. Cet organisme est partie intégrante de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) oeuvrant au même titre que le FMI, la Banque Mondiale... au bonheur des peuples par la mondialisation néo-libérale tant décriée.

(2) Journal « L'Affranchi de Chaumont » n°568 du 25 mars 2005.

Sources :

- La Lettre du CLIS, n°1 – Juillet 2005.
- Rapport IEER « Examen critique du programme de recherche de l'ANDRA pour déterminer l'aptitude de site de Bure au confinement géologique des déchets à haute activité et à vie longue » ; version provisoire, 28 sept. 2004.
- Programme français de R-D sur le stockage géologique de déchets radioactifs, AEN (OCDE 2003).

Dans le cadre de nos échanges avec la revue "Alternative Libertaire", nous publions ici l'édito paru dans le n° 143 (septembre 2005) de ce mensuel. (www.alternativelibertaire.org). Abonnement un an (11 numéros) : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19. "Alternative Libertaire" est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

Contre le gouvernement et le Medef Agir, désobéir !

Dans l'éditorial de juillet, nous évoquions la faillite sociale qui est celle à laquelle nous mène le capitalisme et dont les opprimé(e)s, exploité(e)s et précarisé(e)s que nous sommes, payent la note sans fin, un peu comme un crédit revolving auquel nous serions attaché(e)s à vie.

Des crash aériens, aux incendies de forêts, ou à la mort des 17 personnes par les flammes dans leur immeuble vétuste du boulevard Vincent-Auriol à Paris, en passant par la grève de la faim des ouvriers polonais des chantiers de l'Atlantique, curieusement abandonnés par les partisans du oui à la constitution européenne du capital, la période estivale a été riche en symboles d'un système qui produit de plus en plus de richesses, tout en écrasant de plus en plus celles et ceux qui les produisent.

Alors que les médias nous rappellent très opportunément que les profits des grands groupes français atteignent des sommets, que les indices boursiers s'envolent et que la fortune personnelle des dirigeants des sociétés cotées au CAC 40 atteint des montants vertigineux (100 milliards pour le seul Bernard Arnaud !!), patrons et gouvernants continuent de nous présenter l'addition de leur politique : celle des fermetures de lignes SNCF, de l'augmentation vertigineuse des droits d'inscription en fac, des milliers de suppressions de postes de fonctionnaires et d'une précarisation croissante du marché du travail.

Ces mêmes médias au service du capital qui se souviennent de la baffa qu'ils ont pris le 29 mai ne souhaitent pas se faire surprendre et prévoient comme pour conjurer le sort une rentrée sociale chaude.

Certes bien des ingrédients sont réunis pour que les tensions à l'œuvre dans la société française depuis trop longtemps explosent. Mais une fois de plus il ne se passera strictement rien de significatif, si nous adoptons la même posture que nos chroniqueurs de marché, celle de commentateurs de l'actualité.

Ne nous y trompons pas, les organisations syndicales interprofessionnelles qui ont ces derniers temps donné de la voix par communiqué de presse n'ont pour l'instant pas d'autre ambition que de mimer l'action là où il faut se donner les moyens de l'organiser.

C'est ce qu'ont bien compris celles et ceux qui veulent donner des impulsions décisives en prenant des initiatives dans lesquelles un front social de l'égalité et de la solidarité peut prendre forme. Nous pensons à l'initiative lancée par SUD Rail et Solidaires contre les trains privés, aux assises nationales lycéennes et étudiantes de Toulouse de la fin août, ou encore aux initiatives de la Confédération paysanne (voir page 15). À elles seules, elles ne sauraient bien sûr constituer des réponses suffisantes à la formidable offensive antisociale de la droite et du patronat, mais elles doivent être prises pour les points d'appui d'une contre-offensive plus vaste qui doit dresser l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse précarisée contre la politique dictatoriale des Villepin, Sarkozy et Parisot.

Pour construire une riposte et une alternative anticapitaliste et autogestionnaire à cette politique de plus en plus répressive et libérale, il ne va pas falloir se laisser distraire, par celles et ceux qui se fichent bien d'organiser cette nécessaire contre-offensive sociale parce qu'ils/elles ne pensent qu'à l'échéance présidentielle de 2007 et à recomposer la gauche au service de leurs ambitions de pouvoir.

Nous ne devons pas nous tromper de réponse et avoir en tête que le seul débouché politique reste la victoire des luttes. Car c'est par elles que nous ferons émerger une alternative politique et sociale qui rendra d'autant plus dérisoires les fausses promesses d'une énième alternance.

Alternative libertaire, le 28 août 2005

En Allemagne comme en France, construire une alternative à la Social-démocratie et au réformisme !

(extraits d'une lettre électronique intitulée "débat militant" (n°74, 22/9/05) éditée par des militants de la LCR Cont act: debatmilitant@lcr-debatmilitant.org Site : www.lcr-debatmilitant.org où vous pourrez trouver le texte intégral)

Le 18 septembre en Allemagne, (...) Gerhard Schröder et d'Angela Merkel, (...) ont tous les deux perdu les élections, et ce n'est évidemment pas par hasard !

Il est vrai qu'à « gauche », si l'on peut dire, Schröder n'a eu que son bilan pour se défendre (...). A bout du compte, la « gauche » en Allemagne a fini par faire mieux que la droite en France pour satisfaire le patronat. Mais, solidarité oblige, François Hollande s'est quand même senti obligé de défendre son « camarade » Schröder durant la campagne. (...)

A droite pourtant, il a bien fallu se démarquer. Tant que la candidate de la CDU, Angela Merkel, s'est contentée de dénoncer l'échec du gouvernement Schröder dans sa lutte contre le chômage, elle a pu surfer dans les sondages et sur les mécontents. Le désastre a commencé lorsqu'il a fallu annoncer la couleur et parler programme en ayant l'air d'en faire plus que son concurrent. Une partie de l'électorat, résignée à l'idée des « réformes inévitables », a quand même pris peur. (...)

Aux deux perdants s'est pourtant ajouté un trouble-fête : le Linkspartei ou « Parti de la gauche ». Comme un écho au vote du 29 mai en France, une partie de l'électorat s'est exprimée contre la politique libérale menée par la soi-disant gauche au pouvoir. Contre cette « fausse » gauche, c'est en quelque sorte une « vraie » gauche qui serait sortie miraculeusement des urnes.

Certes, avec 8,7 % des voix, ce résultat a évidemment de quoi nous réjouir, car d'une manière ou d'une autre, cela sera perçu par tous ceux qui ont envie de se battre comme un encouragement.

Mais comme le vote du 29 mai en France, le résultat a aussi une grande part d'ambiguïté. Le Linkspartei est peut être nouveau, mais Oskar Lafontaine, son dirigeant, n'est évidemment pas plus nouveau que Fabius ici en France. [Il] a contribué à la mise en place de la politique libérale que Schröder a ensuite poursuivie et aggravée. (...)

Il n'y a donc rien à espérer du côté de ces vieux politiciens. Mais il y a quand même un nouveau parti qui mérite sans doute attention.

Un espoir et un modèle ?

De nombreux commentaires ont en effet salué la percée du Linkspartei, notamment parmi les responsables de la gauche du oui, et parmi ceux de la gauche du non en France.

Pour les premiers, cela vaut surtout comme un avertissement : si Schröder a perdu (ou risqué de perdre) la chancellerie, c'est à cause de « l'extrême gauche ». (...) Le Linkspartei serait, c'est sûr, « extrême gauche » (...)

Du côté du non de gauche, le ton est

évidemment différent. Pour Jean-Luc Mélenchon, « l'émergence du Linkspartei est un élément positif : c'est une alternative entre l'abstention et la capitulation ». Mieux encore pour le PCF : « L'émergence d'une nouvelle force alternative à gauche (...) favorise la constitution d'un rassemblement antilibéral et ne laisse pas de terrain à la droite extrême et populiste » (cités dans *Le Monde* du mardi 20 septembre).

Cette confusion entre « rassemblement antilibéral » et « nouvelle force alternative » est manifestement appréciée par le PCF (...).

Elle pose en même temps un problème de fond qui interpelle aussi bien les militants révolutionnaires ici en France qu'outre-Rhin et mérite une clarification. Car pour nous, à la LCR, qui militons pour la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs et pour une alternative au capitalisme, la distinction s'impose à l'évidence.

C'est une chose de militer pour la construction d'un « front politique et social » avec ceux qui se disent même simplement opposés au libéralisme, et c'est évidemment une opportunité à saisir lorsqu'elle se présente. (...) Mais c'en est une autre de vouloir construire une force politique sur cette base. L'antilibéralisme, avec son cortège d'illusions, n'est évidemment pas l'essentiel du combat que nous voulons mener.

Une dynamique à gauche ?

La question est d'autant plus importante que ce nouveau parti, avant même d'avoir fait un score électoral, a quand même fait quelques victimes et réussi à sa façon une petite performance en Allemagne : celle d'avoir fait disparaître presque toute la gauche radicale et extrême gauche, littéralement aspirées, à l'exception notable d'un groupe maoïste et des camarades du RSB (l'une des deux sections de la IV^e Internationale en Allemagne 1) ! (...)

Encore une fois, que des militants révolutionnaires aient une politique en direction du Linkspartei, (...) devrait être assez évident. Mais de là à construire le Linkspartei en tant que tel, et à s'y fondre, c'est évidemment une autre affaire. Or tous les indices sur la création de ce parti né dans la précipitation électorale et sans congrès constitutif, il y a deux mois, sont pour le moins inquiétants.

De ce point de vue, c'est d'ailleurs le programme de ce parti qui nous dira le moins sur ce qu'il est susceptible de devenir. On peut se souvenir en effet qu'en arrivant au pouvoir en 1998, Schröder n'avait pas hésité à l'époque à signer un « contrat de gouvernement » avec les Verts, en promettant notamment le rétablissement des acquis sociaux précédemment perdus, le paiement intégral des congés maladie, de meilleurs remboursements en matière de

santé et une législation plus protectrice en matière de licenciements... Or on sait bien que la coalition gouvernementale a ensuite fait tout le contraire. (...)

Le Linkspartei est né pour l'essentiel au sommet, de la juxtaposition de plusieurs appareils bureaucratiques bien intégrés jusqu'à présent dans la gestion du capitalisme allemand. D'un côté le WASG (*Alternative électorale Travail et Justice sociale*), qui a surtout rassemblé des notables du SPD convaincus de changer de casquette avant qu'il ne soit trop tard pour assurer leur réélection, et des responsables syndicaux guère plus combattifs (en réalité une partie de l'appareil bureaucratique des syndicats allemands qui a accompagné toutes les attaques du gouvernement, et qui voit désormais dans le bulletin de vote, et surtout pas dans les luttes qu'il a été incapable de mener, un moyen de faire pression sur le « camarade » Schröder !). De l'autre côté s'est adjoint l'appareil du PDS ex-stalinien qui, lui, a déjà eu le temps de faire la preuve de sa bonne volonté pour infliger des cures d'austérité dignes de celles du SPD de Schröder (notamment dans les gouvernements régionaux de Mecklembourg-Poméranie et de Berlin), tout en rêvant à haute voix de devenir un jour un partenaire acceptable de ce même SPD via le nouveau « parti de la gauche ».

C'est cet assemblage qui domine de fait le Linkspartei (...) Pour briser les conservatismes d'appareils déjà bien constitués, et habitués à faire la chasse aux « gauchistes » (en tout cas bien mieux que d'impulser des luttes sociales !), il faut un certain nombre de conditions.

Il faut déjà une situation où il serait possible de s'appuyer sur les luttes de travailleurs, sur une véritable radicalisation sociale et politique dans le monde du travail, et ce n'est pas le cas.

Le Linkspartei est né d'illusions électoralistes qui se sont nourries justement d'un certain nombre d'échec sur le terrain des luttes. Il s'est construit pour les élections, et il va continuer à se construire par les élections (...).

Les camarades du RSB qui défendent le drapeau de la IV^e Internationale en Allemagne sont peut être bien seuls aujourd'hui à résister à la tentation de se dissoudre dans la nouvelle gauche antilibérale ou qui se prétend telle. (...)

Jean-François CABRAL

(1) Sont entrés dans le Linkspartei : L'ISL (l'une des deux fractions publiques de la IV^e Internationale en Allemagne) et deux autres groupes trotskystes (le SAV et Linksruck), ainsi que l'ancien parti stalinien de RFA (DKP) et d'anciens maos (DIDF). Sont restés indépendants : le RSB (l'autre fraction publique de la IV^e Internationale en Allemagne) et le groupe

Rencontres et Lectures A Contre Courant

Anatomie de l'évasion

Dans un monde privé de sens, tout entier voué aux affres du libéralisme qui vient s'immiscer jusqu'au cour des derniers espaces de liberté, les Editions Homnisphères vous proposent, via l'écrit et la mobilité, de décentrer votre regard grâce au voyage, et faire la part belle aux savoirs nomades. Une manière de choisir la vie et non la survie.

"Anatomie d'une évasion" est paru aux Editions Homnisphères. L'auteur, Rodolphe Christin, est sociologue. Praticien du voyage, il tente d'en explorer les derniers espaces libres. Aujourd'hui le voyage est devenu un produit de consommation comme un autre. Il demeure pourtant l'un des meilleurs moyens de se risquer à vivre autrement, de revisiter la normalité, de s'affranchir des images préfabriquées qui façonnent le monde dit "réel". Au cour du Système, il peut être source d'autonomie créative et de résistance à toute domination et peut permettre de porter enfin attention à autrui, quelles que soient sa culture et sa couleur de peau.

"Anatomie de l'évasion" aux Editions Homnisphères 21 rue Mademoiselle 75015 PARIS (Tél 01 46 63 66 57 / Fax 01 46 63 76 19. www.homnispheres.com), collection Voies Autonomades, 160 pages, ISBN 2-915129-11-8 12 euros.

L'Afrique sans dette

Ouvrage de Damien Millet. Pour l'auteur, président du CADTM France (comité pour l'Annulation de la Dette du tiers Monde), l'Afrique sans dette est à la fois une "cinglante ironie", une "exigence", mais c'est aussi une "interrogation".

- Cinglante ironie car l'Afrique aujourd'hui s'endette et contrairement aux allègements déclarés et aux aides au développement avancés dont les médias nous rebattent les oreilles, le continent le plus pauvre continue à transférer des sommes énormes à ses riches créanciers, les classes dirigeantes africaines prélevant au passage leurs lucratives commissions. Et les populations s'enfoncent dans la misère, voyant peu de retombées de ces aides au développement.

- Exigence : pendant des siècles l'Afrique a été soumise aux pillages, à l'esclavage, à la colonisation. L'accession à l'indépendance en a fait une victime du modèle économique néolibéral qui a brisé ce continent par le biais de la dette. Pour l'auteur le combat principal consiste en l'annulation totale de la dette extérieure publique de l'Afrique, prélude à celle de tous les pays du Tiers-Monde, pour leur permettre de libérer leur propre développement.

- Interrogation : l'auteur soulève la question de la légitimité de la dette africaine. D'après lui, pour des raisons tant morales qu'économiques, politiques, écologiques ou historiques, cette dette doit être annulée. Au-delà, les peuples africains sont en droit d'exiger de leurs créanciers du Nord et du Sud le paiement d'une dette au titre des réparations et l'instauration d'un autre modèle économique fondé sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

Ce livre est avant tout un plaidoyer pour une rupture imposée par les institutions internationales : FMI, Banque Mondiale... au Service des promoteurs tout-puissants de la mondialisation néolibérale.

Édité par : le CADTM 345 av. de l'Observatoire 4000 LIEGE Belgique. Tél : 00 32 4/226 62 85 international@cadtm.org www.cadtm.org et par : Syllepse 69 rue des Rigoles 75020 PARIS edition@syllepse.net www.syllepse.net Prix : 14 euros.

L'almanach critique des médias

"L'Almanach critique des médias" a décidé de rendre définitivement imbuvable l'expresso matinal concocté par les petits maîtres de l'information de marché, à coup de tsunamis à répétition, de «révélation» en trompe l'oeil et de «débats de société» montés en mayonnaise. L'almanach s'adresse à tous ceux qui sont fatigués ou révoltés par le système médiatique, son bombardement d'informations faussement neutres, ses trucages assumés, sa connivence en circuit fermé, sa lâcheté encouragée, sa myopie vaniteuse, son absence de pertinence. Après l'avoir lu, vous ne regarderez plus la télévision sans sourire, vous n'écoutez plus la radio sans bouillir, vous n'ouvrirez plus votre journal de la même façon...

L'ouvrage *"Almanach critique des médias"* sera disponible à sa sortie fin septembre à la librairie Quilombo ou par correspondance au prix de 29,80 euros. (Quilombo est ouvert du mardi au vendredi de 14h à 20h et le samedi de 11h à 20h et se trouve 23 rue Voltaire 75011 PARIS. Pour joindre "Quilombo" par téléphone : 01 43 71 21 07 et par courriel : quilombo@globenet.org

Paroles anticléricales

Les Editions libertaires lancent une nouvelle collection : Paroles. Le principe : choisir des citations sur un thème et demander à un artiste de l'illustrer. Les *"Paroles anticléricales"* l'inaugurent, avec au pinceau et aux crayons : Marcos Carrasquer. Ces oeuvres originales et puissantes, choquent et donnent au mot «iconoclaste» tout son sens. Elles fustigent la bêtise religieuse et son retour fracassant sur le devant de la scène.

Collectif - Illustrations de Marcos Carrasquer aux Editions libertaires. 48 pages 12.00 euros. Disponible à la librairie Quilombo (voir ci-dessus).

Le racisme vécu, les discriminations au quotidien

La Fédération de Paris du MRAP anime depuis mai 2000 une permanence d'accueil des victimes des discriminations racistes. A partir des témoignages recueillis, des auteurs et des artistes ont prêté leur plume, pour illustrer, par ces récits et des dessins, ces blessures ouvertes dans la vie quotidienne. Réalisé par un collectif coordonné par Emmanuelle Chevallier et Didier Daeninckx. 141 pages - 10 euros ISBN: 2-84950-070-4 Paru aux Editions Syllepse 69 rue des Rigoles, 75020 PARIS edition@syllepse.net www.syllepse.net

L'Ouragan Katrina : Le désastre annoncé

Ce livre de Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein, écrit à chaud, «en direct», explique et décortique les causes et les conséquences sociales et écologiques de l'ouragan. Mais il fait plus, il donne la parole à ceux qui se lovent dans les pores du pire, à l'autre Amérique, celle de Mother Jones, de Woodie Guthrie et de Martin Luther King. L'autre Amérique, celle de la solidarité et du combat pour les droits civiques.

Le monde, incrédule, regarde la première puissance mondiale prendre l'eau de toutes parts... Dans sa violence destructrice, Katrina n'a rien fait d'autre que de rappeler une évidence : une catastrophe naturelle fonctionne toujours comme un révélateur souvent cruel de la société qu'elle frappe. Une société où loi du profit maximum rime avec intérêt public minimum et où les pauvres et les Noirs sont abandonnés aux éléments déchainés.

L'Empire, du haut de son potentiel économique et militaire, s'est avéré incapable de faire face à la catastrophe naturelle annoncée de longue date. L'insulte bushienne faite à Kyoto à la fois au monde et aux générations futures s'est retournée contre le peuple d'Amérique. 128 pages - 8 euros ISBN: 2-84950-080-1 à paraître aux Editions Syllepse (voir ci-dessus) **en novembre prochain.**

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT

(service abonnements)

BP 2123

68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 30/09/2005



Le capitalisme et ses contradictions

par Dédé



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J.M DELAYE / J. FORTCHANTRE
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

Sommaire

- Page 1 Edito : Alerte rouge
- Page 2 et 3 La novlangue du néolibéralisme (3)
- Page 4 à 8 Fauteurs de troubles et facteurs de troubles
- Page 9 et 10 Rentabilité du capital financier et privatisation des services publics. Jusqu'où ?
- Page 10 Intervention - Les cahiers de l'Education populaire
- Page 11 à 13 Bure : forcing de l'ANDRA, pression des opposants
- Page 13 Edito AL : contre le gouvernement et le Medef : Agir, désobéir !
- Page 14 Allemagne, France : construire l'alternative
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Le capitalisme et ses contradictions, par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>

Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE